

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La Fédération du Nigeria : Compte tenu de ses déséquilibres internes, un colosse démographique aux pieds d'argile géopolitiques limités (Nigeria_de Charnacé_2006.doc)
2. Chef de bataillon (Terre) Olivier de Charnacé (France)
3. mars 2006
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. Un pays avec de nombreux avantages:
 - Carrefour de plusieurs axes stratégiques,
 - Une population colossale (130 millions d'habitants),
 - Une armée de 100 000 hommes dont 80 000 pour l'armée de terre,
 - Une économie forte en apparence (6° exportateur mondial de pétrole).

Mais des fractures:

- Historiques,
- Politiques,
- Ethniques,
- Confessionnelles,
- Économiques.

Une puissance géopolitique certaine mais limitée et instable.

7. Nigeria, fédération, ethnies, religions, pétrole, corruption, coup d'Etat.



LA FEDERATION DU NIGERIA :
COMPTE TENU DE SES DESEQUILIBRES
INTERNES,
UN COLOSSE DEMOGRAPHIQUE AUX
PIEDS D'ARGILE GEOPOLITIQUES LIMITES

Mémoire de géopolitique

du chef de bataillon Olivier Gautier de Charnacé

dans le cadre du séminaire
« géopolitique et démographie »

Directeur de mémoire : Monsieur Gérard-François Dumont
Professeur à l'université de Paris IV – Sorbonne
Ancien recteur d'académie

22 mars 2006

SOMMAIRE

Partie 1

Un colosse démographique comprenant une mosaïque ethnique difficile à appréhender

- Une mosaïque ethnique très complexe
- Une densité en hausse avec néanmoins de larges écarts entre les régions
- Une armature urbaine en pleine expansion
- Un mouvement naturel caractérisé par un accroissement régulier de plus de 2%
- Une évolution de la population critique si rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie

Partie 2

Une situation confessionnelle, économique et politique difficile à gérer

- Une histoire troublée ayant engendré une instabilité politique depuis l'indépendance
- Un triptyque religieux en pleine effervescence
- Un déséquilibre économique entre le Nord et le Sud accentué par les problèmes de répartition des gains du pétrole
- Une influence politique certaine au niveau du continent malgré une situation intérieure dominée par la crainte permanente du coup d'Etat.

Partie 3

Perspectives ou les différents scénarios

- Un statu quo difficile à maintenir
- Un nouveau coup d'Etat ramenant un régime militaire
- Une progression de la charia entraînant un changement de régime, voire une partition du pays entre le Nord et le Sud-ouest opposés au Sud-est.
- Une implosion du pays en raison de problèmes économiques liés aux revenus du pétrole et du gaz.

Partie 1

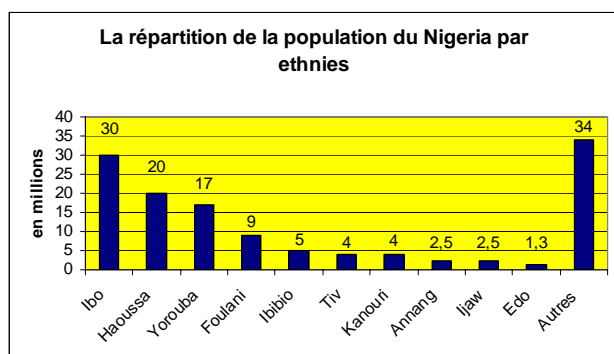
Un colosse démographique comprenant une mosaïque ethnique difficile à appréhender

Le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique avec une population généralement estimée à 134 millions d'habitants. Le chiffre est en fait variable selon les sources, allant de 90 à 130 millions. La raison est qu'il n'y a pas eu de recensement officiel depuis 1991. En fait l'idée majeure est que cette population a été multipliée par trois ou quatre depuis 1950. Le taux annuel d'accroissement de la population reste stable, autour de 2,5% depuis 1980. Le pays est souvent présenté de manière binaire, avec un clivage géographique et religieux, opposant un Nord musulman et un Sud christianisé et animiste, économiquement plus prospère. La réalité est tout autre si l'on considère qu'il y a plus de 250 groupes ethniques dans le pays, dont trois principaux (les *big three*) : les Haoussa-Peul du Nord, de confession musulmane, les Yoruba du Sud Ouest, à l'appartenance religieuse diversifiée, et les Ibo du Sud-Est, en grande partie christianisés. Il convient donc d'étudier la structure ethnique de la population, sa densité, son armature urbaine et son mouvement naturel pour bien comprendre son évolution.

11) Une mosaïque ethnique très complexe

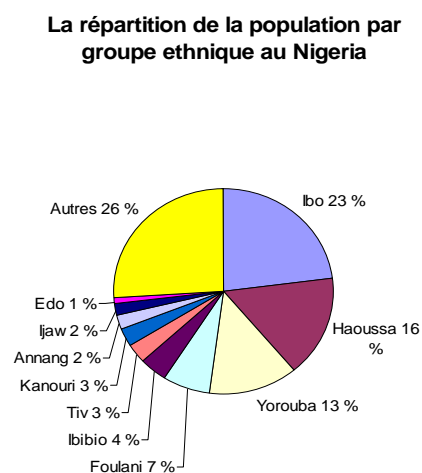
Le Nigeria présente une multiplicité d'ethnies (plus de 250) si l'on considère la langue comme critère principal. Ces groupes ethniques peuvent avoir des localisations propres qui peuvent s'étendre sur plusieurs des trente-six Etats de la fédération. Le tableau 1 et le schéma 1 montre la répartition de la population par groupes ethniques.

Tableau 1 (base 130 millions d'habitants)



Source: Gérard-François Dumont dans « L'Afrique en dissertation corrigée » 2004

Schéma 1



Les trois principales ethnies regroupent chacune entre 15 et 30 millions de personnes. Leur puissance démographique, culturelle, politique et économique leur a permis de déborder de leurs territoires historiques et de satelliser certaines minorités voisines. Ces groupes sont définis comme majoritaires car leurs langues, haoussa, ibo et yoruba, sont inscrites dans la Constitution et enseignées dans les écoles primaires et secondaires. L'anglais reste la langue officielle, même si le développement du français est encouragé en raison de la présence de plusieurs pays francophones limitrophes.

La carte 1 permet de réaliser la répartition géographique de ses peuples.

Carte 1



En réalité, les *big three* ne constituent pas des ensembles homogènes. Chaque grande zone est parsemée de groupes minoritaires ethniquement ou religieusement. Dans le Nord haoussa islamisé sont ainsi disséminées des poches christianisées minoritaires. L'ensemble yoruba, le plus homogène ethniquement, est toujours parcouru par des rivalités régionales aux racines historiques remontant aux rivalités de jadis. Quand à la zone Est, la prédominance des Ibo y est vivement contestée par une multitude de petites

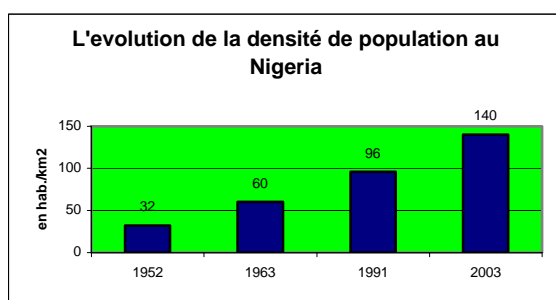
ethnies qui ont refusé de s'engager dans l'aventure sécessionniste en 1967. Ce conflit a laissé de profondes traces, toujours perceptibles aujourd'hui.

D'autres groupes ethniques comptent des effectifs non négligeables comme les Foulanis, les Ibibios, les Tiv ou les Kanouris. Ils représentent un quatrième groupe hétérogène.

D'une manière plus générale, les rapports entre les différentes ethnies peuplant la fédération sont toujours marqués de manière plus ou moins latente par les traumatismes provoqués par le passé esclavagiste de certaines d'entre elles. Cette dichotomie fondamentale induit toujours des rancoeurs sous-jacentes et non dépassées, qui se cristallisent ponctuellement sous l'effet de diverses causes, et expliquent bien des antagonismes actuels.

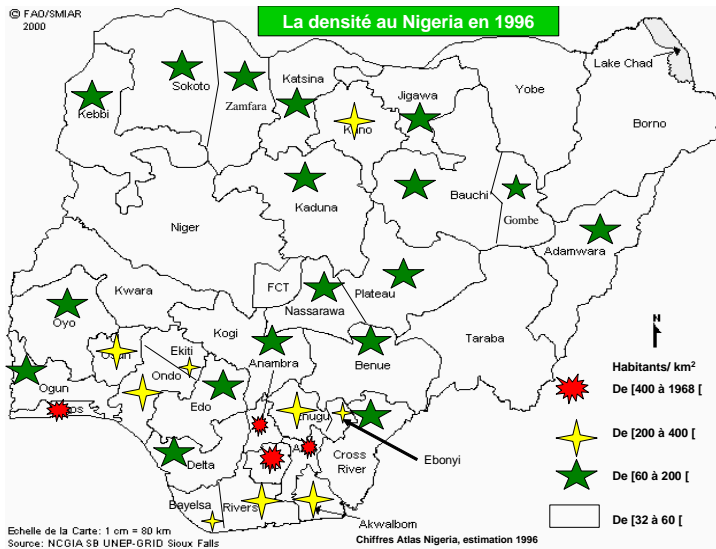
Enfin les grandes villes comme Lagos, Kano et Kaduna au centre de la région nord, Port Harcourt dans le delta du Niger, Abuja, la nouvelle capitale, ou Jos au centre présentent un grand mélange ethnique en raison des migrations internes. Deux Etats, Adamwara et Taraba, présentent une répartition particulièrement diversifiée avec plus de 110 groupes ethniques différents sans qu'aucun d'entre eux puisse être considéré comme une minorité importante.

12) Une densité en hausse avec néanmoins de larges écarts entre les régions



Le peuplement du Nigeria se caractérise d'abord par la hausse de sa densité depuis le milieu du XX^e siècle (cf tableau annexe). Le plus large écart de densité oppose l'Etat de Lagos, dont la superficie est la plus petite (3345 Km²) avec plus de 1900 hab./km², et l'Etat de Tabara, au Centre- Est, avec moins de 40 hab./km².

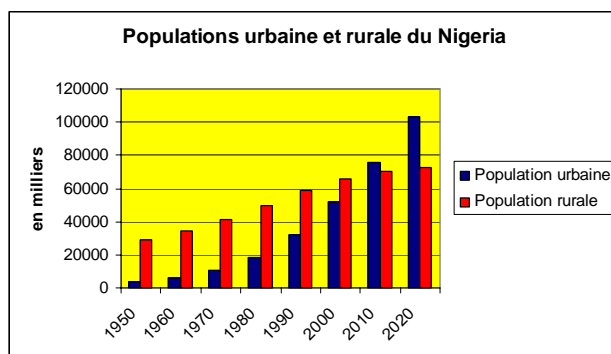
Source: Gérard-François Dumont dans « L'Afrique en dissertation corrigée » 2004



Les Ibos, représentant l'ethnie la plus nombreuse, sont concentrés sur un territoire très petit. De manière générale, la densité la plus forte est dans le sud du pays en raison de l'exploitation du pétrole et des autres ressources énergétiques. Cette densité devrait continuer à augmenter dans le sud en raison de l'arrivée de populations attirées par l'argent du pétrole. Elle devrait également augmenter au nord en raison de l'application de la charia avec des familles plus nombreuses.

13) Une armature urbaine en pleine expansion

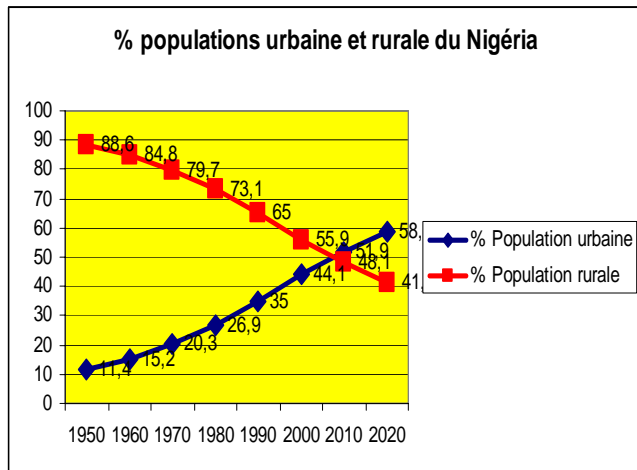
L'armature urbaine du Nigeria est conforme aux densités avec un réseau urbain plus dense au sud. Pendant la période précoloniale, le Nigeria dispose d'une vingtaine de villes comptant 20 000 habitants ou plus. L'organisation urbaine se renforce sous l'effet de décisions coloniales, avec une accentuation du poids des villes du Sud. Ainsi, en 1917, l'ordonnance sur les municipalités, prise par l'administration britannique, régit la constitution et l'administration de toutes les villes du Nigeria selon un classement en trois catégories pour l'attribution des équipements et autres aménagements urbains. Lagos, seule ville de première classe, est la première à obtenir l'électricité. En second lieu, la prééminence du commerce d'import-export favorise l'essor des localisations qui bénéficient de l'installation du chemin de fer. Surgissent alors Port Harcourt et Enugu tandis que se développe Kaduna, ville située au nœud ferroviaire qui relie les territoires du Nord au Sud-Est et au Sud-Ouest. Le chemin de fer contribue à une vaste redistribution de la population opposant le développement urbain de territoires le longeant à des villes anciennes éloignées qui se dépeuplent.



Depuis l'indépendance, l'armature urbaine est influencée par deux décisions politiques. D'une part, il s'agit de la création, en 1976, d'Abuja, la nouvelle capitale du Nigeria, qui concourt à urbaniser le centre du pays. D'autre part, l'augmentation périodique du nombre d'Etats crée de nouvelles capitales politiques régionales qui contribuent à une urbanisation plus diffuse, même si elle

Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

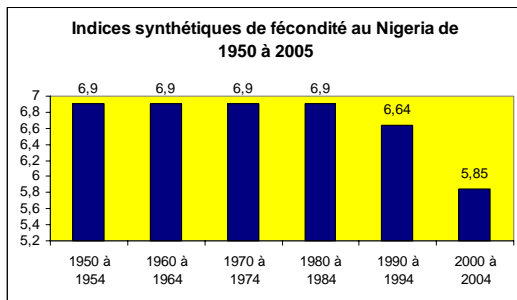
reste davantage méridionale que septentrionale. D'ailleurs Lagos reste aujourd'hui la principale agglomération du Nigeria, avec une population estimée à 6,7 millions d'habitants, contre 0,6 million d'habitants au moment de l'indépendance.



Source: Population Division of the Department of Economic And Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

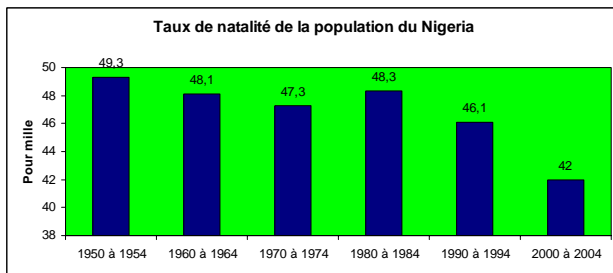
Au bilan, on constate au travers des statistiques que même si la population rurale n'a pas cessé de croître en raison de l'accroissement démographique, sa proportion par rapport à la population urbaine n'a pas cessé de décroître. Le taux d'urbanisation est aujourd'hui d'environ 48% et s'explique par le formidable développement de l'exploitation du pétrole qui a poussé la population à abandonner les campagnes et à s'installer dans les villes.

14) Un mouvement naturel caractérisé par un accroissement régulier de plus de 2%



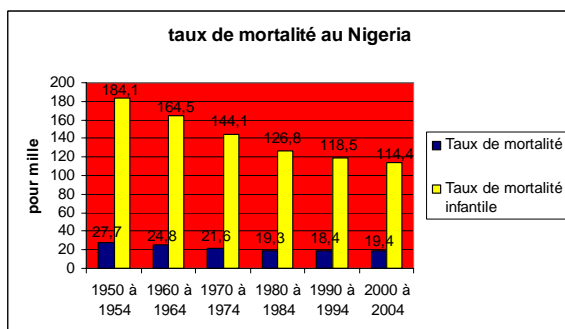
Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

Depuis les années 1990, Le Nigeria semble débuter la seconde étape de la transition démographique. En effet, la baisse de la fécondité à 5,8 enfants par femme en 2004, apparaît relativement lente. Elle s'explique par des conditions sanitaires médiocres qui ont encore d'importantes marges de progrès à accomplir.



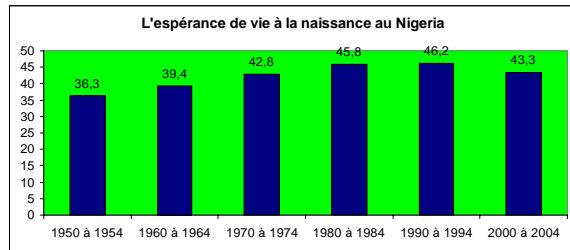
Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

Néanmoins, cette baisse est déjà significative puisque le taux de natalité diminue malgré l'augmentation du nombre de femmes arrivant à l'âge de la procréation. Ce maintien à un niveau assez élevé de la fécondité peut également s'expliquer par une mortalité qui ne semble plus diminuer et qui devrait



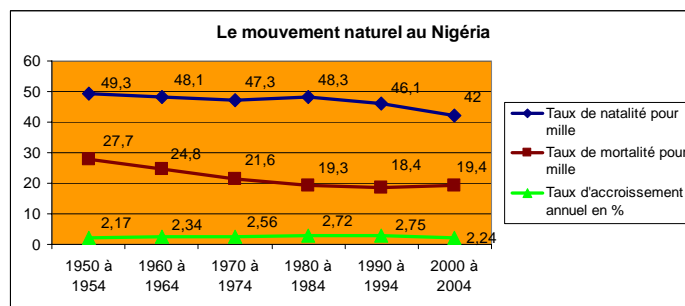
vraisemblablement augmenter dans les années 2000, notamment en raison du développement du VIH. Le taux de prévalence du VIH, à savoir le taux qui mesure la proportion de personnes infectées par le VIH, qu'elles soient ou non malades du SIDA, étaient de 5,4% de la population âgée de 15 à 49 ans en 2003. Le nombre de personnes vivant avec le VIH était de 3,6 millions en 2003 et le nombre de décès de

310 000 la même année.(source www.nigeriaworld.com). Par ailleurs, le taux de mortalité infantile est encore de 114 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances. Le taux est plus élevé chez les hommes (119,6) que chez les femmes (108,8). Pourtant la population comprend plus d'hommes (66 millions) que de femmes (64 millions) en raison de la mortalité des mères à la naissance. Le sexe ration est de 102,4 hommes pour 100 femmes.



L'espérance de vie à la naissance semble reculer à 43 ans, montrant ainsi que le régime n'est plus l'Etat Providence, comme il le fut dans le passé. La population reste jeune avec 45% de moins de 15 ans. Ce taux devrait baisser dans l'avenir avec la baisse de la fécondité.

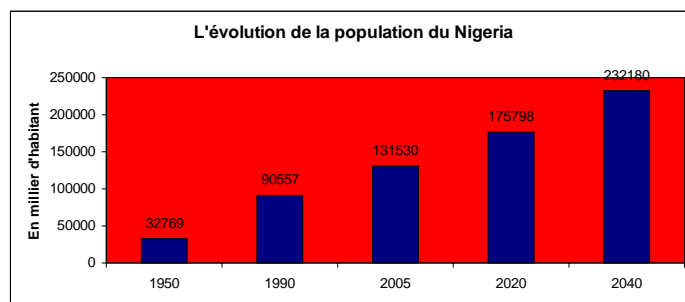
Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*



Au bilan, le taux d'accroissement naturel, bien qu'assez élevé, diminue pour être actuellement de 2,25 %.

Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

15) Une évolution de la population critique si rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie



Le tableau annexe détaille l'évolution possible de la population. Le chiffre de 232 millions en 2040 ne serait d'ailleurs possible qu'en cas d'amélioration importante des conditions de mortalité, ce qui n'est pas assuré avec les problèmes de VIH, de poliomyélite et de pandémies (grippe aviaire..).

Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects*

Les migrations ne modifient pas cette évolution car le taux de migration nette, à savoir le nombre annuel d'immigrants moins le nombre annuel d'émigrants divisé par la population totale moyenne, est de moins 0,2% depuis 1995, soit une perte annuelle de 20 000 à 30 000 personnes, et ne devrait pas évoluer dans les années à venir. En revanche, compte tenu des problèmes internes, le pays, qui comptait 250 000 réfugiés et déplacés en 2004, pourrait voir augmenter ce chiffre dans les années à venir si ces problèmes ne sont pas résolus.

Sauf catastrophe, la population du Nigeria devrait continuer de croître, ne serait-ce que par effet de la vitesse acquise. La densité de la population pourrait donc être multipliée par deux d'ici le milieu du XXI^e siècle. Même si des politiques volontaristes d'aménagement du territoire sont mises en œuvre, tout laisse à penser que les différences de densité resteront importantes en raison de l'inertie dans la hiérarchie territoriale du peuplement qui se conforme le plus souvent aux causes qui l'ont façonnée et qui n'évoluent généralement que très lentement.

Partie 2

Une situation confessionnelle, économique et politique difficile à gérer

La population du Nigeria évolue en fonction de son histoire, fortement influencée par ses différentes religions et sa situation économique. Il en ressort une influence certaine du pays en Afrique occidentale et subsaharienne malgré une situation politique instable depuis l'indépendance

21) Une histoire troublée ayant engendré une instabilité politique depuis l'indépendance

La plus ancienne civilisation connue dans la région est celle des Nok, présente du VI^e siècle av. J.-C. au III^e siècle dans les régions d'Ife et du Bénin.

Ife, dans le Sud-Ouest, est la cité sainte et originelle des Yoruba, qui ont dominé la région du XI^e au XVIII^e siècle. Au XV^e siècle, le centre politique de la puissance des Yoruba se déplace. Dans le Nord, les Haoussa fondent plusieurs cités-États rivales à partir du VIII^e siècle. L'empire de Kanem-Bornou qui, vers 1300, est un centre prospère de culture islamique, rivalise avec l'empire du Mali pour le contrôle des États haoussa, constitués à partir du XI^e siècle. Placés successivement sous la domination de l'empire du Mali, puis de l'Empire songhaï, les États haoussa, partiellement islamisés, retrouvent leur indépendance à la fin du XVI^e siècle et prospèrent jusqu'au début du XIX^e siècle. Ce n'est qu'en 1804 que l'islam se généralise sous l'influence du réformateur musulman Ousman dan Fodio.

211) Le Nigeria sous protectorat britannique

Dès le XVI^e siècle, les Européens entrent en contact avec le royaume du Bénin et créent sur la côte des comptoirs qui participent au commerce de la traite négrière dans le delta du Niger (d'où le nom de Côte des esclaves donné également à cette région du golfe de Guinée). Au XIX^e siècle, l'huile de palme devient l'objet d'un commerce si important que la région du delta est dénommée Oil Rivers (" les rivières de l'huile "). Un consul britannique, sir John Goldie, s'installe à Calabar puis à Lagos, où les commerçants britanniques sont solidement implantés. En 1861, la Grande-Bretagne prend possession de l'île de Lagos et en fait un cordon dunaire bordé par une lagune. À la suite de la signature de plusieurs traités avec des chefs indigènes, le protectorat britannique d'Oil Rivers est créé. En 1886, la Compagnie royale du Niger fait valoir ses prétentions sur ce territoire qui devient protectorat de fait et rebaptisé en 1893 *Niger Coast Protectorate* avec sa propre armée, la *West African Frontier Force*. Le royaume du Bénin y est intégré en 1897 à l'issue d'une expédition punitive. La charte de la Royal Niger Company est révoquée en 1900 et le protectorat du *Northern Nigeria*, la région septentrionale touchant au lac Tchad, proclamé.

La domination britannique est totale en 1914, date à laquelle les protectorats du Nord et du Sud sont réunis sous l'autorité du gouverneur général Frederick Lugard, qui, entre 1901 et 1906, a soumis tout le Nord musulman. Le régime d'administration indirecte dont il est le promoteur (Indirect Rule) maintient et utilise, à son profit, les structures traditionnelles de la société nigériane. Cependant, dans le pays ibo, au Sud, la division clanique de la société permet aux fonctionnaires britanniques de concentrer le pouvoir entre leurs mains.

Après la Première Guerre mondiale et la défaite de l'Allemagne, la colonie allemande du Cameroun est partagée. Deux territoires, sous mandat de la Société des Nations (SDN), sont rattachés au Nigeria : l'un, peuplé d'une majorité de Peul est intégré au Nord, l'autre, habité essentiellement par des Bamileke, au Sud. La même année, un Conseil législatif nigérian est créé, au sein duquel les populations autochtones sont cependant sous-représentées, au profit des colons européens.

212) L'indépendance

Le pays n'échappe pas au mouvement de décolonisation qui touche l'ensemble du continent africain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En raison de l'existence de trois mouvements à dominante communautaire (Ibo, Yoruba et Haoussa-Peul), la phase de transition vers l'indépendance est marquée par une succession de statuts, témoignant du balancement entre une solution fédérale et le choix d'une structure confédérale plus souple. Une première Constitution, octroyée par les Britanniques en 1947, met en place des instances législatives dans les provinces, avec une participation limitée des indigènes au gouvernement. En 1954, le Nigeria se dote d'une administration de type fédéral avec trois régions (Est, Ouest et Nord), bénéficiant chacune d'une certaine autonomie avec une capitale fédérale.

Le 1er octobre 1960, le Nigeria devient indépendant dans le cadre du Commonwealth. Le Premier ministre, Abubakar Tafawa Balewa, dirige un gouvernement de coalition représentant les principaux partis des régions Nord et Est. Le gouverneur général, Nnamdi Azikiwe, devient président lorsque le Nigeria adopte le statut de république le 1er octobre 1963. Entre-temps, en février 1961, la région Nord de l'ancien Cameroun britannique décide, à la suite d'une consultation électorale, d'être rattachée au Nigeria, tandis que le Sud bamileke réintègre le Cameroun. Le 14 janvier 1966, le régime, alors discrédité, est renversé par une poignée d'officiers supérieurs « révolutionnaires ». Le Premier ministre est assassiné lors de ce putsch.

213) Des tensions à la guerre civile

Dès l'indépendance, les rivalités entre les trois régions pour le contrôle du pouvoir fédéral menacent l'unité de la fédération. Les Big Three ou wazobia (terme forgé à partir de la première syllabe du verbe « aller » en haoussa, yoruba et ibo) cherchent au plan national à assurer leur hégémonie. Leurs différences vont alimenter les querelles politiques qui marquent l'histoire du Nigeria depuis son indépendance. Un premier coup d'État a lieu le 14 janvier 1966. Le Premier ministre Balewa et deux chefs de région sont tués. Le commandant en chef de l'armée, le général Johnson Aguiyi-Ironsi, Ibo et chrétien, réplique en arrêtant les putschistes. Populaire, il perd peu à peu le soutien des militaires en refusant de juger les putschistes, qui tout comme lui appartiennent à l'ethnie ibo. En mai 1966, il annonce de manière prématurée l'abolition de la Constitution fédérale au profit d'un gouvernement unitaire. Cet événement est perçu comme une tentative de mainmise des Ibo sur le pays et déclenche une réaction nordiste très violente. Le 26 juillet, des officiers du Nord prennent le pouvoir et éliminent Ironsi. Son successeur, le général Yakubu Gowon, un Yoruba, rétablit la fédération. En même temps, de nombreux pogroms d'Ibo se déroulent dans le centre et dans le nord du pays. Près de deux millions d'Ibo doivent se réfugier dans leur région natale, dans l'est du pays.

En mai 1967, le gouvernement fédéral annonce son intention de scinder la région Est en trois États, ce qui prive les Ibo de tout accès à la mer et les écarte des zones pétrolifères (la découverte des premiers gisements dans cette zone date de 1956). Le 30 mai 1967, le gouverneur militaire de la région Est, le colonel Chukwuemeka Ojukwu

fait sécession et proclame la république du Biafra. La rébellion ibo est finalement écrasée en janvier 1970, au terme d'une guerre civile qui a duré trois ans et fait environ 1 million de morts. Fait rare et qui mérite d'être souligné, le général Gowon a su gérer de manière exemplaire la sortie de ce conflit fratricide afin de réintégrer les Ibos à la communauté nationale.

214) Les années prospères

Le Nigeria connaît par la suite, dès le début des années soixante-dix, quatre années de croissance économique rapide, alimentée par les devises provenant des recettes pétrolières. Mais le gouvernement militaire ne tient pas ses promesses de retour à un régime civil, et l'instabilité politique reprend. Le président Gowon est destitué en juillet 1975 à la suite d'un coup d'État sans effusion de sang, mené par le général Murtala Ramak Mohammed, qui se maintient au pouvoir moins de neuf mois, puisqu'il est assassiné lors d'un nouveau putsch en février 1976. Son successeur, le général Olusegun Obasanjo, préside aux préparatifs de retour au régime civil, qui aboutissent à la promulgation d'une nouvelle Constitution et à la tenue d'élections en 1979. Le jeune Parti national du Nigeria (National Party of Nigeria, NP), basé dans le Nord, recueille la majorité des suffrages. Le nouveau président, Alhaji Shehu Shagari, utilise une partie des revenus du pétrole pour financer un ambitieux programme de développement. Il met en œuvre une « révolution verte » afin de stimuler la productivité agricole. Mais la chute des cours du pétrole, au début des années quatre-vingt, porte un coup fatal à ses efforts. Le Nigeria connaît une grave récession. En janvier 1983, tous les étrangers non qualifiés (1 million de personnes, principalement des Ghanéens) sont brutalement expulsés. Le Nord musulman connaît, quant à lui, une explosion d'intégrisme; une secte regroupant les déshérités et dirigée par un marabout camerounais, Maitatsine, ravage plusieurs grandes villes du Nord : Kano en décembre 1980, Yola en 1984 et Gombe en avril 1985. L'armée intervient et noie la révolte dans le sang.

215) La démocratisation ratée

En août 1983, le président Shagari est cependant réélu et le Parti national du Nigeria (National Party of Nigeria, NP) retrouve la légitimité des urnes à la suite de nouvelles élections législatives et régionales. Mais à la fin de l'année, le général Muhammad Buhari prend le pouvoir par la force et interdit toute activité politique. Son programme d'austérité fait beaucoup de mécontents. En 1985, il est chassé par un coup d'État mené par le général Ibrahim Babangida. Ce dernier abolit les décrets les moins populaires et renégocie une partie de la dette du pays, assouplit le contrôle de l'administration sur les affaires et parvient ainsi à relancer l'économie. Dans le cadre du retour à un régime civil, des élections locales sont organisées en 1990, suivies d'élections législatives en 1992 et d'une élection présidentielle en juin 1993. Moshood Abiola, un homme d'affaires milliardaire du Sud, remporte cette dernière élection avec 80% des suffrages exprimés. Cependant, Babangida annule les élections et confie le pouvoir à un gouvernement provisoire dirigé par Ernest Shoneka. Le ministre de la Défense, le général Sani Abacha, renverse le gouvernement provisoire en novembre, suspend l'activité des partis politiques et emprisonne nombre de ses opposants, dont Abiola qui s'était proclamé symboliquement président. Sous la pression des pays créanciers, Abacha annonce un retour progressif à un régime civil, promis pour janvier 1996, et la levée de l'interdiction des activités politiques. Par la suite, la situation se dégrade. Neuf opposants du mouvement Ogoni (sud-est du pays), dont son dirigeant, l'écrivain Ken Saro Wiwa, qui dénonce l'exploitation pétrolière dans la région, sont exécutés en novembre 1995. La femme de Moshood Abiola est assassinée en juin 1996. L'Union européenne impose alors un embargo sur les armes à destination du pays; le Commonwealth suspend le pays, engage une procédure d'exclusion et menace

de la rendre irrémédiable si le transfert du pouvoir aux civils ne se réalise pas et si un terme n'est pas mis aux violations des droits de l'homme. Le général Abacha autorise la création de cinq partis en 1996, mais l'armée veille à ce que ces formations ne se reconstituent pas sur des bases ethniques ou régionales.

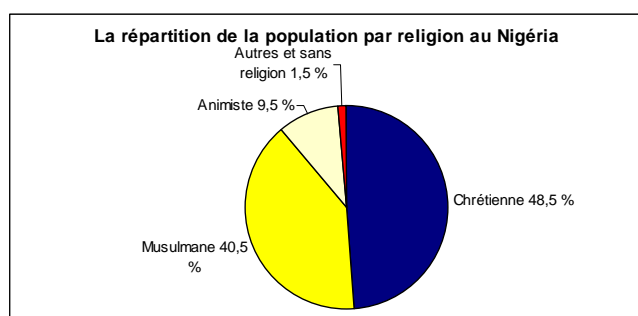
En avril 1998, les cinq formations politiques légales annoncent qu'elles ont choisi de présenter le général Abacha comme candidat unique à l'élection présidentielle du mois d'août, ce qui ne contribue pas à apaiser les esprits. La faible participation aux élections législatives (25 avril 1998), boycottées par l'opposition, porte un nouveau coup à la crédibilité du processus de transition vers la démocratie. Le brusque décès d'Abacha en juin repose la question sur des bases nouvelles. Son successeur, Abdulsalam Abubakar, après avoir promis de respecter le programme de démocratisation, fait libérer plusieurs prisonniers politiques. En avril, la mort de Moshood Abiola, à la veille de sa libération et de sa participation à un processus de réconciliation nationale, replonge le pays dans la violence et dans l'incertitude, mais le président Abubakar s'attache à respecter le calendrier électoral visant à élire un nouveau chef de l'État au suffrage universel. L'ancien président Olusegun Obasango apparaît comme le seul militaire non compromis dans la corruption, qui permette à l'armée de garder un œil sur le pouvoir. S'il conserve une bonne image à l'étranger, celle-ci n'est pas sans tache dans le pays car la population n'a pas oublié ses anciennes méthodes répressives à l'époque où il dirigeait le pays (1976-1979).

22) Un triptyque religieux en pleine effervescence

221) Une grande diversité

Le Nigeria comprend trois religions principales : Les musulmans, les chrétiens et les adeptes des « cultes ancestraux ». Beaucoup d'ethnies allient cependant les différentes religions, ce qui rend la situation complexe. Enfin certaines migrations internes contribuent à diversifier les religions dans quelques grandes villes et dans certains Etats.

222) La répartition



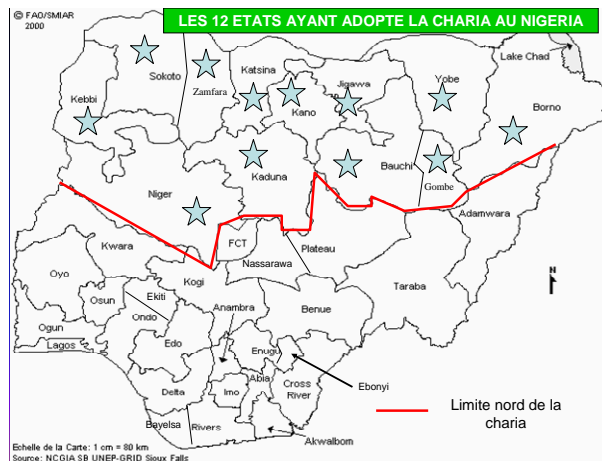
Globalement, les chrétiens représentent la religion la plus importante au Nigeria. Ils sont en fait majoritaires au sein des ethnies sudistes, principalement chez les Ibos et les petites ethnies du Centre et du Sud-Est. Ils sont présents sous forme de poches minoritaires au Nord.

Source: Gérard-François Dumont dans « L'Afrique en dissertation corrigée » 2004

Les musulmans sont très largement majoritaires dans le Nord chez les Haoussa et en voie d'expansion parmi les Yoruba du Sud-Ouest. Les adeptes des cultes traditionnels sont très présents dans le Sud, notamment chez les Yoruba. Ces trois grands ensembles religieux ne coïncident pas exactement avec le système ternaire ethnico-géographique. Il en résulte des situations complexes

223) Le problème de la Charia

2231) Mise en place de la charia



En 1999, suite à l'engagement du gouverneur du Zamfara, douze Etats du Nord de la Fédération nigérienne ont décidé d'appliquer la charia. Cette décision est le résultat de plus de 50 ans de polémiques résultant de l'indépendance. En effet, les musulmans ont toujours refusé la culture chrétienne apportée par la colonisation avec application de procédures juridiques britanniques contraires à la loi islamique. La charia a donc été désirée par l'opinion publique, non seulement en terme de religion, mais également en terme politique

pour assurer l'ordre et la justice. Les gouverneurs, comme celui de Kano, n'ont pas eu le choix de refuser, au risque d'être lapidés publiquement.

2232) Conséquences de la charia

La situation a donc évolué dans ces Etats avec la disparition des prostituées, le refus de voir les femmes travailler dans certains endroits comme les fast-foods. Les bars sont désormais très réglementés. L'Etat de Kano a décrété que les filles fréquentant les écoles d'Etat doivent porter le « hijab » ou voile islamique. Les femmes ne peuvent plus emprunter les mêmes transports en commun que les hommes. Les ONG occidentales ont été expulsées, officiellement parce qu'elles dépravaient les mœurs, officieusement parce qu'elles s'insurgent contre le détournement d'argent. Le travail est interdit le vendredi dans les administrations. Le gouvernement fédéral a bien du mal à contenir cette progression. Les populations du Nord sont de plus persuadées qu'avec la charia, les Etats seront désormais moins corrompus et que l'argent public sera mieux utilisé. Cela pose problème pour les Etats du Sud qui restent très corrompus en raison des gains du pétrole. Enfin la charia contribue à la dégradation de la situation sanitaire, les musulmans refusant désormais certains progrès médicaux comme les vaccinations.. Ainsi, le Nord du pays subit actuellement une forte épidémie de poliomyélite. La polygamie aggrave de plus cette situation car chaque maison abrite en moyenne trois à quatre enfants âgés de moins de cinq ans On peut d'ailleurs évoquer une situation analogue au niveau sanitaire avec les animistes et l'apparition d'une pandémie de grippe aviaire depuis février 2006. En effet, les prêtres vaudous utilisent beaucoup de volailles dans leurs rites. La population animiste semble aujourd'hui persuadée qu'elle ne craint rien car la magie des prêtres les protège. On peut donc craindre un développement catastrophique de cette grippe si les autorités n'informent pas sérieusement ces populations traditionnelles.

2233) Réactions locales et internationales

Les réactions des minorités non musulmanes du Nord ont parfois été violentes : 2000 personnes ont été victimes d'un carnage en 2000, suivi d'affrontement en 2002 à Kaduna, faisant 200 morts et plus de 500 blessés. La communauté internationale a également réagi en 2001 et plus récemment, suite aux condamnations à mort par lapidation pour adultère de Sofiya Husaini et Amina Lawal. Face à la pression internationale, elles ont été acquittées. Il est à noter cependant que ces condamnations

n'impliquent pas les autorités fédérales du Nigeria mais des cours islamiques locales et qu'aucune sentence n'a, à ce jour, été mise à exécution. D'autres événements, comme les hostilités déclenchées par les musulmans pour empêcher le concours « Miss Monde 2002 » de se tenir au Nigeria, n'ont pas contribué à présenter le pays comme un Etat ouvert. A terme, les investisseurs étrangers risquent de ne plus vouloir investir dans le Nord du pays. Au bilan, l'enjeu essentiel reste la définition des domaines de compétence du gouvernement fédéral et des Etats avec un risque d'éclatement. L'avantage du gouvernement fédéral est qu'il contrôle tous les revenus du pétrole.

23) Un déséquilibre économique entre le Nord et le Sud accentué par les problèmes de répartition des gains du pétrole

231) Une situation qui semble favorable

Le Nigeria est traditionnellement un pays agricole, dont la production assure la majeure partie de ses besoins alimentaires et qui exporte les excédents de son agriculture, notamment l'huile de palme, le cacao, le caoutchouc et l'arachide. Le tableau suivant montre la répartition par secteur et la proportion de la population active dans chaque secteur. On peut noter une disproportion entre les actifs agricoles et les actifs industriels par rapport à la répartition par secteur.

Economie	Par secteur	Population active
Agriculture	26,4%	70%
Industrie	49,5%	10%
Services	24,2%	20%



Dans les années soixante-dix, le pétrole a remplacé les cultures de rente et dopé les perspectives économiques du pays. L'exploitation est réalisée par des sociétés mixtes, les Majors (Shell 40% du pétrole on shore). Le Nigeria est aujourd'hui le 6^e exportateur mondial. Il est membre de l'OPEP. Alimentée par la hausse des cours, la croissance s'est maintenue autour de 6% par an jusqu'à la décennie suivante, pour retomber à moins de 1% en raison du retournement du prix du pétrole. Elle est donc très en deçà du taux d'accroissement démographique. Pourtant, ce géant aux

pieds d'argile demeure un pays très pauvre : en 2000, le produit intérieur brut (PIB) était de 41 milliards de dollars, ce qui représente un PIB par habitant de seulement 320 dollars. Le PNB est quant à lui de 125 milliards de \$.

Au début des années quatre-vingt, le gouvernement a investi une partie des revenus pétroliers dans des infrastructures industrielles. Mais elles sont aujourd'hui devenues obsolètes du fait de l'instabilité politique. Le pays reste largement dépendant des recettes pétrolières (98% des exportations en 1994) et, paradoxalement, des importations de pétrole raffiné. Au bilan, les exportations représentaient 34 milliards de \$ en 2004 (USA 39,7%, Espagne 8,5%, France 6,2%,...), les importations 17 milliards de \$ (RU 13,1%, USA 11,1%, Chine 9,4%, Allemagne 9,4%).

Un nouveau départ pourrait intervenir avec la volonté des USA et de la Chine de diversifier leurs approvisionnements en pétrole pour être moins dépendant du Moyen-orient. Les USA ont accentué leurs relations avec le Nigeria depuis 2000. En 2001, le président Bush accorde 200 millions de \$ pour lutter contre le développement du sida. Depuis 2002, le pays reçoit également chaque année entre 60 et 75 millions de \$ d'aides économiques (66,5 en 2002, 75 en 2003, 61 en 2004 et 64 en 2005). Les américains désirent de plus installer une base militaire pour protéger les installations pétrolières et ont déjà fourni au gouvernement fédéral quatre frégates de guerre (quatre autres sont attendues). Le Président Obasanjo a effectué deux visites aux USA en 2001 et 2002. Le Président Bush a rencontré le Président Obasanjo en 2003 lors d'un voyage sur le continent africain. Au bilan, la production pourrait passer de 2,4 à 4 millions de barils en 2010 avec l'exploitation off shore. Il faudra néanmoins que le Nigeria règle son contentieux territorial avec le Cameroun à propos de la presqu'île de Bakassi et de son prolongement maritime pétrolifère qui, selon un jugement de la Cours internationale de justice de 2002, doit être rétrocédée au Cameroun.

232) Mais des problèmes graves à résoudre

Plusieurs problèmes graves ne sont toujours pas résolus et pourraient perturber l'équilibre du pays.

Le premier problème est celui de la dette externe, qui représentait 20% du PNB en 2005, soit plus de 35 milliards de \$ (la plus élevée d'Afrique). Depuis avril 2005, le Nigeria menace de ne pas payer sa dette, si elle n'est pas allégée. Chaque année, le pays consacre 3 milliards de \$ au paiement de la dette, soit plus que les dépenses consacrées à la santé. La conséquence est que le pays conserve un taux de pauvreté très élevé avec 60% de la population vivant en dessous du seuil normal. Même si la Suisse a accepté de reverser 290 millions de \$ détournés par l'ancien dictateur Sani Abacha, le pays risque de se retrouver dans une situation similaire à l'Argentine si rien n'évolue. Dans l'immédiat, le président Obasanjo a mis en place l'initiative NEEDS (National Economic Empowerment and Development Strategy) qui vise à réduire la pauvreté en générant de la richesse, grâce à des réformes économiques de fond. Cette feuille de route vise en fait une stabilisation macroéconomique du pays, l'amélioration de la gouvernance, la privatisation d'entreprises publiques ainsi que la libéralisation des marchés. Au vu de ces résultats économiques encourageants, le Club de Paris a décidé d'annuler 60% de la dette nigériane.

Un autre problème est celui du chômage qui est très élevé. Il est très difficile de trouver des chiffres officiels. En 1992, il était déjà de 30% ; on peut raisonnablement penser qu'il est beaucoup plus élevé aujourd'hui. En effet, le gouvernement n'a pas cherché à développer les industries en raison des rentes faciles du pétrole (maladie hollandaise). Ce problème pourrait conduire à terme à une augmentation des violences, notamment dans le Sud où se trouve le pétrole. Une certaine xénophobie se développe en effet vis-à-vis des nouveaux arrivants attirés par la manne pétrolière.

D'une manière générale, le delta du Niger reste une zone très instable. Plusieurs milliers de personnes ont été tuées dans des explosions de pipeline au Sud-est du Nigeria depuis le début des années 1990. Ces explosions se produisent car la population a pris l'habitude de siphonner les puits pour sa consommation personnelle et pour faire du trafic. Le préjudice pourrait s'élever à 200 000 barils par jour ! D'autre part les membres de l'ethnie Ijaw essaient périodiquement de bloquer les flux pétroliers pour protester contre leurs conditions de vie déplorables. Une force de surveillance a bien été mise en place par le gouvernement fédéral, mais elle semble inefficace pour l'instant. Enfin, en septembre 2004, un nouveau mouvement rebelle, le « Niger delta

people's volunteer force » dirigé par Moudjahid Dokubo-Asari, a lancé une série d'attaques faisant 500 morts et a occupé trois stations de pompage en ordonnant aux compagnies étrangères de quitter le territoire. Suite à ces événements, le prix du baril a dépassé la barre des 50\$. Le gouvernement a négocié un cessez le feu et racheté à prix d'or les armes du mouvement. Monsieur Dokubo-Asari a finalement été arrêté en septembre 2005, entraînant de nouvelles violences. La compagnie Shell a d'ailleurs évacué ses personnels de plusieurs plates-formes. Plus récemment, quatre occidentaux travaillant pour la société Shell ont été enlevés pendant trois semaines en janvier 2006 par le Mouvement d'émancipation du Delta du Niger (MEND), issu de l'ethnie Ijaw. Lors de cette libération, ce mouvement avait déclaré : « Cette libération ne signifie pas un cessez le feu ou un adoucissement de notre position qui vise à détruire la capacité d'exportation de pétrole du gouvernement nigérian. Nous réitérons notre avertissement aux expatriés de l'industrie pétrolière, qu'ils risquent de ne pas avoir autant de chance que ces quatre individus. Quittez notre terre tant que vous le pouvez ». Le 18 février, neuf nouveaux expatriés ont donc été pris en otage. Et le MEND a réclamé cette fois une rançon de 1,5 milliard de dollars. Six de ces otages ont été finalement libérés le 1^{er} mars. Depuis le début de ces récents événements, l'industrie pétrolière du Nigeria, en particulier la société Shell, perd 455000 barils par jour, soit près de 20% de la production totale du pays. Comme en 2005, une des conséquences est la montée du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux.

Le dernier problème concernant le pétrole est entre le gouvernement fédéral et les Etats producteurs de pétrole. En effet, au titre de la répartition des gains du pétrole, ces derniers touchent 13% des revenus. Or ces Etats ne sont pas satisfaits et voudraient percevoir 25%. Ce problème bloque actuellement la révision de la constitution qui devrait permettre au président actuel, Olusegun Obasanjo, de se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle.

Au bilan, le delta du Niger reste une zone fortement instable, capable d'exploser à tout moment, comme ce fut le cas en 1967. Le pays a cependant récemment adhéré à l'initiative EITI (Extractive Industries Transparency Initiative), programme lancé en 2002 par le gouvernement britannique pour rendre notamment plus transparente l'utilisation des revenus pétroliers.

24) Une influence politique certaine au niveau du continent malgré une situation intérieure dominée par la crainte permanente du coup d'Etat.

241) Une influence géopolitique certaine

Élu le 27 février 1999 avec 63 % des suffrages exprimés, le président Olusegun Obasanjo s'emploie à rassurer la population par une vaste campagne à travers le pays. La nouvelle Constitution publiée en mai (la quatrième depuis l'indépendance), quelques jours avant l'entrée en fonction du nouveau président, instaure un régime présidentiel fort et un Parlement doté de larges prérogatives. Elle met fin à 13 années de dictature militaire et prévoit une meilleure répartition des richesses nationales, en particulier de la rente pétrolière, dont les populations des régions côtières riches en pétrole avaient été privées jusqu'alors (rééquilibrage des revenus pétroliers de 3 à 13%). Le nouveau président s'est employé à reprendre en main l'institution militaire en la purgeant des officiers favorables à l'ancien dictateur Sani Abacha. Il a ainsi déclenché une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme. Plus connu sous le nom « d'Oputa Panel », l'exercice, retransmis en direct à la télévision, a jeté un certain discrédit sur les militaires et leurs pratiques parfois mafieuses. Le président a essayé de remettre sur les rails une économie, dominée par les gens du Sud et ayant souffert du

boycott causé par des années de dictature. En revanche, si la démocratisation a permis l'expression longtemps contenue des partis d'opposition, elle a aussi laissé le champ libre aux émeutes confessionnelles opposant musulmans et chrétiens.

Pendant ces deux législatures, le président a également renforcé la position du pays au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il a joué un rôle prédominant dans la création du « New partnership for african development » (NEPAD), initiative qui vise à inscrire le développement du Continent dans une dynamique régionale et une gouvernance qui attire l'investissement privé. Il a également joué un rôle majeur pour la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA). Il était d'ailleurs le président de cette dernière organisation jusqu'en janvier 2006. Il a joué un rôle important au Liberia en facilitant l'exil du président libérien Charles Taylor. Il est également intervenu au Soudan pour faciliter les négociations avec les rebelles du Darfour, au Togo, au Zimbabwe et en Cote d'Ivoire avec plus ou moins de succès. Au bilan, le Nigeria possède une influence réelle en Afrique et cherche à se positionner, comme l'Afrique du Sud et l'Egypte, pour obtenir un poste au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, si cette dernière institution réussit à se réformer. Il a d'ailleurs le soutien de la Chine sur ce sujet.

Pour appuyer cette position d'influence en Afrique, nous pouvons rappeler sommairement les différentes interventions du Nigeria. Dans le cadre de l'ONU, le pays est intervenu au Congo, au Liban, au Cambodge, en Ex-Yougoslavie, en Somalie, en Ethiopie-Erythrée, au Rwanda et au Koweït. Dans le cadre de l'UA, il est intervenu au Tchad et au Rwanda. Enfin, dans le cadre de la CEDEAO, il a été le principal contributeur de l'ECOMOG (force d'intervention de cette organisation) et est intervenu au Liberia et en Sierra Leone.

Deux événements en 2003 ont contribué à renforcer le rayonnement international du Nigeria : la tenue des jeux africains et l'organisation en décembre du 17ème sommet des pays du Commonwealth, en présence de la Reine Elisabeth II. Enfin la Chine a lancé le premier satellite nigérian.

242) mais des incertitudes politiques

2421) Une instabilité politique récurrente

L'organisation institutionnelle du pays n'a cessé d'osciller entre une série d'alternatives : fédération ou confédération, régime civil ou militaire, régime démocratique ou autoritaire. Depuis 1960, le Nigeria a connu une alternance de régimes civils et militaires, ponctués par plus d'une douzaine de coups d'Etats ou de tentatives de putschs militaires (le dernier en date du printemps 2004), une série d'assassinats de responsables politiques (dont deux généraux-Présidents et un Premier ministre fédéral). Le pays a également souffert d'une grande instabilité constitutionnelle et administrative. Il a connu six constitutions et autant de découpages administratifs, qui, sous prétexte de satisfaire les revendications identitaires des ethnies minoritaires, ont permis de préserver la domination des élites des big three.

2422) Des élections générales en 2007 sous haute tension

Réélu en 2003, après un premier mandat de quatre ans, le président Obasanjo ne peut normalement pas se représenter en 2007 au titre de la constitution. Lors de ces élections générales, 28 gouverneurs sur 36 devront également être renouvelés. Pour

l'instant, aucun candidat ne semble faire l'unanimité à l'exception du président actuel. Une convention a donc été rassemblée pendant 6 mois début 2005 pour étudier la révision de la constitution avec deux options : soit prolonger le mandat actuel du président de deux ans, soit lui permettre de se représenter une troisième fois. Cette convention a échoué en raison des revendications des Etats du Sud qui veulent recevoir 25% des revenus du pétrole au lieu de 13%. La question reste ouverte aujourd'hui et porteuse de trouble.

2423) Une corruption permanente

Depuis l'exploitation du pétrole dans les années 70, la corruption a fait son apparition dans le pays et est devenue un « sport national » qui exaspère la population, tant les inégalités sont criantes (60% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté). Le cas le plus flagrant et le plus connu est sûrement celui de l'ancien dictateur Sani Abacha. En décembre 2003, Le président Obasanjo a effectué un voyage en Suisse pour réclamer 618 millions de \$ détournés par l'ancien dictateur et sa famille. Il a également essayé de faire passer une loi contre la corruption mais le Parlement s'y est opposé car il est bien sur corrompu.

2424) Un trafic de drogue classant le Nigeria dans les « narcocraties »

Le leadership africain du Nigeria en matière de trafic de drogue international ne vient pas seulement de son poids démographique. Il existait dans ce pays, avant même qu'il soit colonisé par les britanniques en 1903, des réseaux de commerçants très actifs. L'appartenance au Commonwealth a permis aux trafiquants nigériens de développer des relations commerciales étroites avec le sous-continent indien, producteur de drogues, et le monde anglo-saxon qui est consommateur. D'autre part, le boom pétrolier du début des années 1970 a permis l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie d'affaire que le choc pétrolier, dix ans plus tard, a laissé sur le carreau. Habitée à l'enrichissement facile, une partie des élites s'est tournée vers les activités illicites, parmi lesquelles le trafic de drogue. Selon le Département d'Etat américain, c'est au début des années 1980 qu'un groupe d'officiers de marine nigériens qui suivait un stage de perfectionnement en Inde a monté le premier réseau de trafic d'héroïne. L'implication des chefs militaires dans les trafics est une constante. Au début des années 1990, le général Buhari, un ancien chef de l'Etat, a déclaré qu'il avait été renversé par le général Ibrahim Babangida en 1985 pour avoir ordonné une enquête sur la participation d'officiers de hauts rangs au trafic de drogue. L'épouse du général Babangida, devenu président (1985-1993), dirigeait un important réseau d'import-export de cocaïne. De même, plusieurs membres du cabinet du général Sani Abacha (1993-1998), étaient impliqués dans le trafic. La protection de ces responsables politiques a permis à des réseaux de trafic de toutes les drogues – marijuana, amphétamine, cocaïne et héroïne – de se structurer. Les organisations nigériennes bénéficiaient pour cela de l'existence d'une diaspora dans de nombreux pays, non seulement au Royaume-Uni, mais également en Italie, en Russie, en République Tchèque, en Afrique du Sud et au Brésil. Ces groupes criminels appartiennent à la même ethnie, à savoir les Ibos. Selon une enquête d'un journal belge, il existerait au Nigeria ce que l'on peut appeler une véritable mafia avec des « barons » et des cercles de passeurs. Il existerait également une connexion entre criminalité italienne et nigérienne. L'opération *Tonga*, menée par les polices européennes en 1995 et 1996, a montré en effet qu'il existe des liens entre les mafias colombiennes, la Camorra napolitaine et des réseaux nigériens. De même, les Nigériens sont bien implantés dans la plupart des pays de l'Est, en particulier en République tchèque.

Ainsi, Le Nigeria possède une influence géopolitique certaine de par sa puissance économique et militaire. Il reste dépendant des nations extérieures pour le règlement ou l'allègement de sa dette et pour maintenir de bonnes capacités de productions pétrolières. Il est par ailleurs affaibli par une situation interne qui peut dégénérer à tout moment, avec des problèmes économiques (pauvreté de la population, insécurité du Sud-est du pays), des problèmes ethniques et confessionnels. S'il ne parvient pas à régler ses problèmes, plusieurs scénarios sont possibles à plus ou moins long terme, sachant qu'ils peuvent se combiner ou s'enchaîner dans le temps.

Partie 3

Un avenir incertain en raison de l'accroissement de la population

31) Un statu quo difficile à maintenir

311) Une démocratie à l'africaine

La démocratie nigérienne reste aujourd'hui fragile. Le pays n'a connu en effet qu'une réélection, celle de 2003, et encore aucune alternance démocratique. Il n'est pas sûr que les élections de 2007 la verront car la démocratie n'est pas uniquement bâtie dans ce pays sur des partis politiques. Il existe en fait des réseaux non conventionnels. Le Président Obasanjo est le leader du « People's democratic party » (PDP), bien implanté dans le Nord et le Sud-est, face à deux partis d'opposition, « l'Alliance for democracy » (AD), issue des mouvements de lutte contre la dictature militaire en pays Yoruba et l'All people's party (APP) regroupant plusieurs responsables du précédent régime du dictateur Sani Abacha.

En réalité il peut aussi compter sur le soutien des chefs traditionnels et des milieux d'affaires qui profitent de ses prébendes. La structuration du champ politique a ainsi fait apparaître au Nigeria l'existence d'alliances régionales qui transcendent les clivages ethniques. Parallèlement aux trois principaux partis qui dominent la vie politique, ces coalitions régionalistes ont chacune leurs entrées au pouvoir et mettent en évidence l'importance des associations de natifs (State unions) qui continuent de facto à mailler le pays profond en dépit du traumatisme de la crise biafraise et de l'apparente condamnation du tribalisme par les élites politico-militaires. Aujourd'hui ces associations de natifs, dans toutes leurs limites et leurs fragilités, révèlent une triple dimension politique : elles constituent des lobbies électoraux ; elles défendent des intérêts locaux et fournissent des services sociaux que l'Etat est incapable d'assumer.

Enfin les réseaux clientélistes du pouvoir politique dévoilent en filigrane des structures parallèles qui n'apparaissent pas dans l'organigramme officiel de l'administration nigérienne. Aux yeux d'une société imprégnée de sorcellerie, il ne fait nul doute qu'il existe aux côtés de l'appareil d'Etat, ou directement dedans, des cénacles invisibles où se régleraient les plus hautes affaires de la nation. La persistance de telles structures officieuses ne menace sans doute pas la transition démocratique au Nigeria. Mais elle témoigne d'une criminalisation des pratiques politiques qui a résisté à tous les changements de régime depuis le boom pétrolier des années 70. Plus ou moins informelle, la redistribution par la corruption des ressources publiques, essentiellement la manne pétrolière, conforte finalement les groupes de pression qui n'hésitent pas à employer la violence pour parvenir à leurs fins. De ce point de vue, l'Etat nigérian semble avoir entériné, voire institutionnalisé, la prédation comme une forme normale de lutte politique. Les pouvoirs publics semblent savoir gérer désormais des niveaux de violence élevés sans aller jusqu'à l'explosion sécessionniste.

312) une démocratie qui aura du mal à perdurer si rien ne change

Le statu quo consisterait à maintenir la situation actuelle avec une démocratie, certes corrompue, mais conservant une certaine stabilité. Manifestement les nigériens ont tiré les leçons du passé et n'oublieront pas les mauvaises expériences avec les dictatures militaires. Le Président Obasanjo essaye en fait de développer une culture démocratique pour essayer de pérenniser le système. Il est en fait pris à son propre jeu avec les élections de 2007, car il devrait normalement ne pas se représenter au titre de

la constitution actuelle qui ne lui accorde que deux mandats de quatre ans. Le président, conscient qu'il représente l'unité du pays et que son retrait apporterait la division, a lancé une commission pour réviser la constitution et lui permettre de rester plus longtemps. On peut bien sûr penser qu'il triche et qu'il cherche en fait à conserver le pouvoir. Le problème est de savoir pour combien de temps. Il est finalement difficile de choisir entre la démocratie et la stabilité, car ces deux notions ont parfois du mal à s'accorder en Afrique.

Le pays est de toute façon condamné à améliorer sa situation interne s'il veut préserver une démocratie stable car la population va continuer de croître pour atteindre environ 240 millions d'habitants en 2040, soit 100 millions de plus en 35 ans sur le même territoire. Il est clair que les gouvernants, surtout au Nord avec la charia, n'ont pas les moyens de réguler les naissances et donc de limiter l'accroissement.

Enfin, la fédération ne pourra pas toujours créer de nouveaux Etats chaque fois qu'il y a un problème ethnique. Il faut néanmoins reconnaître que ce moyen a évité jusqu'à présent certains conflits internes.

On peut raisonnablement penser que si rien n'est fait d'ici 20 ans pour améliorer la situation, le pays aura du mal à maintenir un régime démocratique stable.

32) Un nouveau coup d'Etat ramenant un régime militaire

321) Des relations dangereuses entre la hiérarchie militaire et les élites civiles

Les régimes militaires n'ont jamais gouverné seuls. L'armée a littéralement acheté le soutien de la société civile. Malgré leur réelle autonomie financière vis-à-vis de l'Etat, les milieux d'affaires ont toujours été séduits par la promesse de contrats alléchants, tandis que le milieu associatif, beaucoup plus démuné, s'est souvent laissé corrompre. Les pratiques de patronage ont également permis à l'armée de canaliser les velléités des syndicats ou des mouvements sociaux. Fondé en 1959, le « National council of women's societies » (NCWS), par exemple, s'est institutionnalisé et est devenu l'unique interlocuteur officiel du gouvernement pour les questions liées à la condition féminine. Des syndicats aux confréries musulmanes en passant par les lobbies ethniques, nombre d'acteurs sociaux ont ainsi collaboré aux diverses juntes au pouvoir. Des politiques issus de la lutte pour l'indépendance ont pu préconiser une alliance de raison avec une armée symbolisant l'unité nationale et le maintien de l'ordre depuis sa victoire sur les sécessionnistes biafrais en 1970. L'armée, composée de 100 000 hommes dont 80 000 pour la seule armée de terre, est d'ailleurs parfaitement multiethnique, à l'image de la répartition ethnique du pays (les recrutements se font au niveau des Etats). Beaucoup croient que l'armée est la seule institution à avoir développé un esprit de corps capable d'assurer l'unité du pays et la neutralité nécessaire à une mission de service public. Les militaires ont d'ailleurs instauré une fédération afin de casser les contre-pouvoirs des trois régions héritées de l'indépendance et d'endiguer la multiplication des revendications communautaires, voire sécessionnistes. La mutinerie du lieutenant colonel Ojukwu, en 1967, a d'ailleurs montré une véritable fraternité d'armes car les militaires rebelles ont été réintégrés après avoir été radiés. Pour le reste, l'armée n'a pas plus échappé que les politiques aux pressions ethniques et aux querelles personnelles. La fréquence des coups d'Etat montre bien à quel point l'armée nigériane est sujette à d'intenses luttes internes et à de graves conflits de personnes.

322) La crainte permanente du coup d'Etat

Confronté à des revendications salariales dans la police et à des mouvements d'humeur dans l'armée, le gouvernement fédéral n'est pas à l'abri d'un coup d'Etat. Si l'on en croit la base de données publiée en septembre 2003 dans le « Journal of modern african studies » pour la période 1956-2001, un coup d'Etat a 40% de chances de réussir en Afrique subsaharienne. Le Nigeria compte précisément parmi les pays où la probabilité d'une intervention militaire est la plus élevée. En 2002, la police a entamé deux grèves du zèle qui ont vite été qualifiées de mutineries et matées par l'armée. Sachant la faible influence politique et le piteux état des forces de l'ordre au Nigeria, l'apparition d'un mystérieux syndicat, la « National union of policemen » (NUP), n'aurait sans doute pas inquiété le pouvoir si les demandes en faveur d'une augmentation des soldes n'avaient pas été relayées par les prétentions révolutionnaires d'un « Armed forces and police patriotic front of Nigeria ». L'évènement ne paraît pas anodin quand on sait que tous les coups d'Etats au Nigeria ont été le fait de militaires, et non de policiers. La contestation au sein de l'armée pourrait devenir particulièrement dangereuse si elle mettait en évidence des clivages récurrents entre les hommes de troupe et la hiérarchie militaire. De pareilles dissensions, il faut le rappeler, ont motivé le premier putsch de 1966 et les tentatives de 1976 et 1990. Le mécontentement de simples soldats a ainsi pu aboutir au renversement de régimes civils, quitte à ce que les officiers de l'état-major s'empressent aussitôt d'écarter du pouvoir des juniors par trop intempestifs.

323) Conséquences d'un nouveau coup d'Etat militaire.

Plusieurs raisons pourraient aujourd'hui motiver un coup d'Etat militaire : Situation interne de l'armée délicate, notamment au niveau des soldes, situation ethnique conflictuelle entre le Nord et le Sud ou problème de sécurité dans le Sud-est avec l'exploitation du pétrole. Les militaires ramèneraient une fois de plus l'ordre, mais également la corruption, comme ce fut le cas dans le passé. Les réactions de la communauté internationale pourraient être variées. Certains, comme l'Union européenne ou le Commonwealth, pourraient préconiser un retour à l'embargo. D'autres, comme les Etats-Unis, pourraient être plus conciliants si le nouveau régime leur permettait d'exploiter le pétrole. Les USA se sont déjà défaussés dans le passé, après l'échec de l'opération « Restore hope » en Somalie, et ont laissé tranquille le dictateur Sani Abacha au niveau des violations des droits de l'homme en échange d'intervention au Liberia et en Sierra Leone.

La conséquence majeure d'un retour des militaires serait donc la perte de reconnaissance au niveau international. De plus les problèmes économiques seraient difficiles à régler, en particulier le paiement de la dette qui est déjà colossale. Certains restent pourtant favorables à cette option, notamment dans le Sud. En effet, beaucoup voudraient évincer les majors qui exploitent le pétrole nigérian sans que le pays en profite pleinement. Ce scénario semble donc plausible, même si le pays a plus à y perdre qu'à y gagner.

33) Une progression de la charia entraînant un changement de régime, voire une partition du pays entre le Nord et le Sud-ouest opposés au Sud-est.

331) L'évolution actuelle de la situation confessionnelle

Actuellement, en raison de l'influence de la charia, l'islam a fortement progressé en pays yoruba, modifiant l'image de l'islam nigérian, jusqu'alors principalement marqué par les haoussa nordistes. Cela s'est traduit par l'émergence d'un clivage à la fois

géographique et ethnique au sein de la communauté des croyants, les yoruba musulmans ayant tendance à faire primer leur filiation ethnique sur leur appartenance religieuse.

Au Nord, le caractère islamisé doit être relativisé par l'existence de populations non haoussa, animistes ou christianisés. Cette zone est le théâtre de la confrontation entre un prosélytisme panislamique, animé par des groupes radicaux financés par des pays moyen-orientaux, et une vague de « nouvelle évangélisation » qui touche les ethnies minoritaires non musulmanes et est encouragée par les sectes protestantes, principalement d'origine nord-américaine. Il s'ensuit de régulières flambées de violence qui perpétuent un climat de tensions ethniques et confessionnelles exacerbées dans les régions septentrionales du pays. Actuellement les violences ont repris dans le pays en raison de la parution de caricatures à propos du prophète Mahomet. Le 18 février 2006, des dizaines de boutiques tenues par des chrétiens, des maisons et onze églises ont été attaquées, pillées et brûlées à Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno, dans le Nord, provoquant la mort de 34 personnes, dont un prêtre. Les responsables sont des extrémistes musulmans qui déclarent porter le nom de « talibans ». En représailles, des musulmans ont été tués et entaillés à coups de machette et des habitations et des commerces ont été brûlés le 22 février 2006 à Onitsha, une ville majoritairement chrétienne du Sud du pays, en pays Ibo. Ces affrontements, qui ne sont pas finis, ont entraîné le déplacement d'au moins 5000 personnes de Onitsha vers des villes plus paisibles. De nouvelles attaques contre les chrétiens ont été signalées le 24 février dans les Etats de Kano et Niger au Nord. Les autorités, qui accusent les extrémistes des deux bords, ont bien du mal à rétablir l'ordre malgré la mise en place du couvre-feu.

332) Une évolution démographique favorable aux musulmans

L'évolution prévisible de la population devrait a priori être plus favorable au Nord en terme de puissance démographique. Compte tenu de l'application de la charia, le taux de fécondité ne devrait pas diminuer, voire augmenter, à l'inverse du Sud où la transition démographique est plus forte en raison de meilleures conditions sanitaires. Ce décalage entre le Nord et le Sud devrait donc s'accroître.

333) Les conséquences d'une crise grave aboutissant à une possible partition du pays.

L'augmentation des musulmans risque de marginaliser les chrétiens au Sud-est du pays. Les musulmans n'ont en fait pas intérêt à obtenir une partition du pays qui ne leur serait pas favorable au niveau économique. Ils ont plutôt intérêt à continuer leur progression en espérant imposer la charia dans tout le pays, notamment en la montrant comme une solution efficace pour lutter contre la corruption. Le régime démocratique pourrait alors disparaître au profit d'un régime islamique. La question est bien de savoir si les musulmans pourront y parvenir et quand. Cela ne serait pas sans conséquence pour la région, voire le continent. Le nouveau régime chercherait sans doute à étendre la charia à l'extérieur du pays, notamment au Nord et à l'ouest vers le Niger, le Togo, le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire qui ont déjà des populations musulmanes. Le pays pourrait une nouvelle fois subir des réactions internationales fortes, allant jusqu'à l'embargo, comme avec le régime de Sani Abacha dans le passé.

Il reste probable que les musulmans ne parviendront pas à conquérir la région du Sud-est pour des raisons ethniques (les Ibos), économiques (le pétrole) et confessionnelles (les chrétiens). Dans ce cas, les Etats pratiquant la charia pourraient demander une partition du pays impliquant des flux de populations minoritaires, notamment du Nord vers le Sud-est.

Il est donc important que le régime actuel suive l'évolution de la charia pour que le nombre d'Etats musulmans ne devienne pas majoritaire. La meilleure façon d'éviter cette progression serait bien sur de faire disparaître la corruption. Cela semble malheureusement impossible. Comme l'illustrent les affrontements violents au printemps 2004 entre Chrétiens et Musulmans dans le centre (Etat de Plateau) et le nord du Nigeria (Kano), un des grands enjeux de la fédération reste la bonne intégration du Nord du Nigeria, où progresse l'application de la charia et qui doit lutter contre le déclin économique. Nul doute que les prochaines élections de 2007 permettront de mieux percevoir la réalité politique des Etats musulmans du Nord.

34) Une implosion du pays en raison de problèmes économiques liés aux revenus du pétrole et du gaz.

341) Une répartition des gains du pétrole inefficace depuis 1999

La situation économique reste difficile aujourd'hui en raison de la corruption, de la dette, mais surtout du décalage entre les richesses du pays avec le pétrole et bientôt le gaz et l'extrême pauvreté d'une majorité de la population. Le président Obasanjo avait compris ce problème en 1999 en faisant passer une loi répartissant de manière plus équitable les revenus du pétrole dans les Etats du Sud (de 3 à 13%). Force est de constater que cela n'a pas suffi car les neufs Etats en question réclament aujourd'hui un nouveau rééquilibrage de 13 à 25%. En juin 2005, une Conférence nationale devait clarifier la question de la redistribution des richesses du pétrole dans le cadre de l'Etat fédéral mais elle n'a pas abouti. Cette demande de rééquilibrage est d'autant plus justifiée que la première augmentation de 1999 n'a pas permis d'améliorer la situation de manière conséquente en raison de la corruption. De plus, les gouverneurs locaux font valoir que l'augmentation de la population est très forte dans cette région en raison de l'accroissement naturel et de l'arrivée de nouvelles populations attirées par la manne financière. Si le président Obasanjo accepte cette hausse, il devra la répercuter sur les autres Etats qui ont également des difficultés et qui s'opposent déjà vivement à cette proposition.

342) Des bandes rebelles de plus en plus nombreuses dans les Etats pétroliers

L'incapacité de l'Etat fédéral nigérian à trouver une solution à ce problème de répartition, satisfaisant les ethnies de la région pétrolifère du delta du Niger, nourrit les revendications sécessionnistes et est la cause de multiples prises d'otages dans le Sud du pays. Par ailleurs, la région reste instable avec de nombreuses bandes rebelles. Le risque est bien de voir le Sud-est du pays imploser, comme en 1967. Certes, ces événements passés restent très présents, et il est donc peu probable que les rebelles se révoltent pour demander l'indépendance de la région, d'autant plus qu'ils ne sont pas unis entre eux car leurs revendications sont plus économiques que politiques. Le danger est que ces bandes, de plus en plus nombreuses, attaquent les stations de pompage pour s'approprier le pétrole, comme ce fut le cas avec Moudjahid Dokubo-Asari en 2005 ou plus récemment avec le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND).

343) Des conséquences désastreuses pour le pays

Les conséquences seraient multiples :

- Une baisse de la production (20% en mars 2006) et une augmentation des cours du pétrole mettant en difficulté les nations ayant besoin de pétrole,
- Des pertes substantielles pour les compagnies pétrolières, les majors,

- Des pertes de crédibilité du gouvernement qui aurait du mal à faire venir de nouveaux investisseurs,
- Des difficultés pour le gouvernement à demander l'allègement de sa dette,
- Un retrait des compagnies pétrolières actuelles comme Shell ou Total qui pourraient se concentrer uniquement sur l'exploitation off shore,
- Un risque de contamination au Nord avec des problèmes confessionnels entre musulmans appliquant la charia et minorités chrétiennes,
- Une nouvelle répression, comme en 1967, mettant à mal l'unité du pays. Le président Obasanjo ou son successeur devant faire appel à l'armée pour régler le problème avec le risque habituel de coup d'Etat militaire.

Le président actuel ou son successeur doit donc anticiper ce risque d'implosion qui ne pourra que s'amplifier avec l'augmentation de la population locale. La question de fond ne porte finalement pas sur une augmentation des revenus du pétrole pour les neufs Etats pétroliers, mais sur la juste utilisation des fonds actuels pour améliorer les conditions de vie des populations.

Conclusion

Les différents scénarios présentés dans la dernière partie montrent bien que la stabilité du Nigeria est fragile au niveau politique avec un retour possible d'une dictature militaire, au niveau économique et confessionnel avec une partition du pays possible entre le Nord et le Sud-ouest opposé au Sud-est. Certains facteurs d'instabilité comme l'insécurité au Sud-est, la corruption généralisée, voire les trafics en tout genre, les rivalités religieuses ne disparaîtront pas dans un avenir proche. Le gouvernement actuel doit donc essayer de mieux répartir les richesses au profit des populations défavorisées pour maintenir la stabilité et éviter une progression de la charia. Le soutien de l'armée reste indispensable mais délicat en raison des possibilités de coup d'Etat. Compte tenu de la charia et des cultes ancestraux, la population continuera à croître dans l'avenir avec une disproportion entre le Nord et le Sud.

Malgré tout, la véritable force du Nigeria reste bien sa population et son économie qui lui permettent d'intervenir à l'extérieur pour contribuer à la stabilisation du continent africain malgré des problèmes internes conséquents.

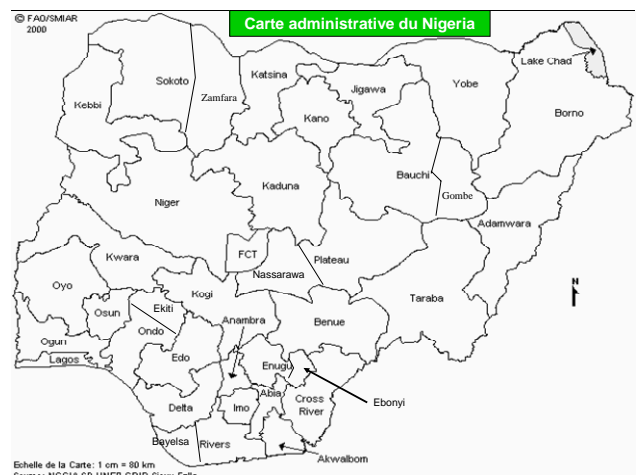
Annexe 1

1) Données générales



- **Statut** : République fédérale composée de 36 états et du territoire de la capitale fédérale, membre du Commonwealth.
- **Superficie** : 923 768 km²
- **Population** : environ 130 000 000 habitants
- **Densité** : 141 hab./km²
- **Langue officielle** : Anglais
- **Langues parlées** : Hausa, Yoruba, Igbo, Peul, Ibibio-efik, Kanuri
- **Religion** : Islam, Christianisme, Animisme, sectes
- **Monnaie** : Naira
- **P.N.B.** : 320 \$US / hab. (2000)
- **Capitale** : Abuja
- **Principales villes** : Lagos, Ibadan, Ogbomoshu, Kano, Oshogbo, Ilorin, Port Harcourt, Abeokuta, Zaria, Ilesha, Onitsha, Kaduna, Enugu, Aba, Benin City, Sokoto, Calabar
- **Pays limitrophes** : Bénin, Niger, Tchad, Cameroun
- **Point culminant** : Chappal Wadi 2 419 m
- **Etat-membre de la CEDEAO**

2) Carte générale et administrative



BIBLIOGRAPHIE

Livres :

WACKERMANN, Gabriel, *L'Afrique en dissertations corrigées*, Paris, Ellipses, 2004
CHAUPRADE, Aymeric, *Géopolitique*, Paris, Ellipses 2005
BALENCIE Jean-Marc et de LA GRANGE Arnaud, *Les nouveaux mondes rebelles*, Michalon 2005
LABROUSSE Alain, *Géopolitique des drogues*, Puf 2004 (numéro 3693)

Articles :

STOLZ Joëlle, *Les multiples fractures du Nigéria*, Le monde diplomatique, février 1999
LAST Murray, *La charia dans le nord-Nigéria*, Magazine n° 141, 2000
DUTEIL Mireille, *Les travaux d'Hercule du président*, Le point n°1429 du 04 février 2000
KANE Ousmane, *Réflexion sur les émeutes interconfessionnelles du nord du Nigéria*, Politique étrangère n°3/2002
ABDEDDAIM Benaouda, *Désillusions*, Bilan du monde, 2002
DUTEIL Mireille, *Bataille contre la charia*, Le point n°1531 du 18 janvier 2002
SAINT-MARTIN Emmanuel, *Nigéria en vert et contre tous*, Le point n°1557 du 19 juillet 2002
AUDIBERT Dominique, *Beautés fatales*, Le point n°1576 du 29 novembre 2002
NEXON Marc, *L'autre guerre du pétrole*, Le point n°1594 du 04 avril 2003
SERVANT Jean-Christophe, *Manipulations*, le monde diplomatique de juin 2003
SERVANT Jean-Christophe, *Au Nigéria la charia à l'épreuve des faits*, le monde diplomatique de juin 2003
DAGNE Ted, *Nigéria in political transition*, CRS issue brief for Congress du 08 mars 2005
STERN Babeth, *Le Nigéria menace de ne pas payer sa dette*, Le monde du 28 avril 2005
NAU Jean-Yves, *Poliomyélite au Nigéria*, Le monde du 06 mai 2005
JACQUENS Alexandre, *le Nigéria est devenu le foyer d'une épidémie de polio*, Le monde du 07 juillet 2005
TUQUOI Jean-Pierre, *Conseil de sécurité : les Africains n'arrivent pas à s'entendre*, Le monde du 07 juillet 2005
Emeutes aux Nigéria, Courrier international du 26 septembre 2005
BERNARD Philippe, *Nigéria: menaces contre les installations pétrolières*, Le monde du 23 septembre 2005-10-15

Sites web

<http://www.census.gov>
<http://www.nigeriaworld.com>
<http://esa.un.org/unpp>

Divers:

TABUTIN Dominique et SCHOUMAKER Bruno, *La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000*, Population n°59 de 2004
Encyclopédie ENCARTA

Personnalités rencontrées

Commandant Eno EYONG (stagiaire CID) des forces armées du Nigeria
Madame Chollet de la DRM (traitant Afrique de l'Ouest)

Table des matières

Sommaire	2
----------	---

Introduction	3
--------------	---

Partie 1

Un colosse démographique comprenant une mosaïque ethnique difficile à appréhender

11) Une mosaïque ethnique très complexe	4
12) Une densité en hausse avec néanmoins de larges écarts entre les régions	5
13) Une armature urbaine en pleine expansion	6
14) Un mouvement naturel caractérisé par un accroissement régulier de plus de 2%	7
15) Une évolution de la population critique si rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie	8

Partie 2

Une situation confessionnelle, économique et politique difficile à gérer

21) Une histoire troublée ayant engendré une instabilité politique depuis l'indépendance	10
211) Le Nigeria sous protectorat britannique	10
212) L'indépendance	11
213) Des tensions à la guerre civile	11
214) Les années prospères	12
215) La démocratisation ratée	12
22) Un triptyque religieux en pleine effervescence	13
221) Une grande diversité	13
222) la répartition	13
223) le problème de la Charia	14
2231) Mise en place de la charia	14
2232) Conséquences de la charia	14
2233) Réactions locales et internationales	14
23) Un déséquilibre économique entre le Nord et le Sud accentué par les problèmes de répartition des gains du pétrole	15
231) Une situation qui semble favorable	15
232) Mais des problèmes graves à résoudre	16
24) Une influence politique certaine au niveau du continent malgré une situation intérieure dominée par la crainte permanente du coup d'Etat.	17
241) Une influence géopolitique certaine	17
242) Mais des incertitudes politiques	18
2421) Une instabilité politique récurrente	18
2422) Des élections générales en 2007 sous haute tension	18
2423) Une corruption permanente	19
2424) Un trafic de drogue classant le Nigeria dans les « narcocraties »	19

Partie 3

Perspectives ou les différents scénarios

31) Un statu quo difficile à maintenir	21
311) Une démocratie à l'africaine	21
312) Une démocratie qui aura du mal à perdurer si rien ne change	21

32) Un nouveau coup d'Etat ramenant un régime militaire	22
321) Des relations dangereuses entre la hiérarchie militaire et les élites civiles	22
322) La crainte permanente du coup d'Etat	23
323) Conséquences d'un coup d'Etat militaire	23
33) Une progression de la charia entraînant un changement de régime, voire une partition du pays entre le Nord et le Sud-ouest opposés au Sud-est.	23
331) L'évolution actuelle de la situation confessionnelle	23
332) Une évolution démographique favorable aux musulmans	24
333) Les conséquences d'une crise grave aboutissant à une possible partition du pays.	24
34) Une implosion du pays en raison de problèmes économiques liés aux revenus du pétrole et du gaz.	25
341) Une répartition des gains du pétrole inefficace depuis 1999	25
342) Des bandes rebelles de plus en plus nombreuses dans les Etats pétroliers	25
343) Des conséquences désastreuses pour le pays	25
Conclusion	27
Annexe 1 : Données générales (Contexte et cartes générales)	28
Bibliographie	29